

Bonjour,

Merci pour votre initiative et toutes nos excuses pour notre réponse tardive. Ci dessous le texte de réponse que nous avons également publié sur notre journal

: <https://www.revolutionpermanente.fr/Non-a-la-casse-sociale-et-a-la-militarisation-Reponse-a-la-CGT-Airbus-DS-sur-le-projet-Bromo>

Rafael pour Révolution Permanente Toulouse.

Nous partageons pleinement l'inquiétude exprimée par la CGT Airbus Defence and Space concernant le projet Bromo, qui prévoit la fusion des activités satellitaires d'Airbus, Thales et Leonardo. Derrière le discours officiel sur la « compétitivité » et la « souveraineté européenne », ce projet s'inscrit dans une logique bien connue : maximiser les profits des grands groupes industriels au prix d'une nouvelle casse sociale.

Les annonces déjà faites par les directions sont claires : suppressions massives d'emplois, externalisations, délocalisations d'activités comme la production de batteries spatiales, fermetures de sites. **Les travailleurs seront les premiers à payer cette restructuration**, alors même que les carnets de commandes restent pleins.

Cette logique n'est pas nouvelle. Les précédentes fusions et restructurations dans l'industrie de défense et de l'aéronautique ont systématiquement signifié : suppression d'emplois, dégradation des conditions de travail, mise en concurrence des salariés entre sites et entre pays et pression accrue sur les sous-traitants.

Le projet Bromo répond aussi à des enjeux militaires et pourrait [tirer profit du réarmement européen](#). Entre le plan Rearm Europe, le programme IRIS² et [la hausse fulgurante des budgets du Fonds européen de défense](#), l'espace est devenu un pilier stratégique de la défense. En unifiant leurs capacités, les industriels rendent Bromo indispensable aux politiques militaires de l'Union européenne et l'inscrivent pleinement dans la dynamique de militarisation.

Au nom de la défense ou de la souveraineté, le réarmement européen se fait en réalité sur le dos des travailleurs. Cette militarisation signifie la mise au pas des salariés, avec des cadences accrues ou des suppressions de postes au bon vouloir des industriels. Ces sacrifices seront imposés d'autant plus brutalement aux travailleurs qu'ils se feront au nom de la défense de la patrie. En produisant des technologies destinées à affronter d'autres pays, ces entreprises opposent les travailleurs entre eux et les enrôlent dans une logique meurtrière qui ne profite qu'aux marchands d'armes et aux actionnaires.

Avec Révolution Permanente, nous dénonçons fermement cette casse sociale et la militarisation. Nous revendiquons la mise en place du droit de retrait éthique, comme

ont commencé à le faire les travailleurs de Capgemini, afin de permettre à tous les salariés de refuser que leur travail serve à des projets écocides ou guerriers et autoritaire à l'instar du génocide en Palestine ou des crimes de l'ICE aux États-Unis.

Nous défendons aussi l'unification de toutes les entreprises du secteur de l'aéronautique et du spatial, leur nationalisation sans indemnités ni rachat. Une telle entreprise nationalisée doit être **mise sous le contrôle des travailleurs** pour qu'ils puissent définir leurs conditions de travail, mais aussi réorienter la production pour répondre aux besoins écologiques et sociaux des populations plutôt qu'aux intérêts de quelques actionnaires qui voient la guerre comme une opportunité pour faire du profit.

C'est cette voie et ces revendications que nous défendons dans le cadre de la campagne pour les élections municipales de Toulouse avec une liste « Une travailleuse au Capitole » menée par Vanessa Pedinotti, elle-même travailleuse dans une entreprise de sous-traitance aérospatiale.